



8 MARS 2025 : APPEL INTERSYNDICAL DE L'EURE À FAIRE GRÈVE ET À MANIFESTER POUR LES DROITS DES FEMMES

Plus que jamais dans le monde les menaces contre les droits des femmes, à préserver ou à conquérir, sont présentes et font peser un réel danger sur le présent et l'avenir. Masculinisme, patriarcat, misogynie, idées d'extrême droite, libéralisme, capitalisme, s'intensifient. Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre se répandent, se banalisent et sont aux portes du pouvoir, voire y accèdent telles que celles de Donald Trump aux États-Unis. Les femmes, les minorités de genre et les migrant·e·s en sont les premières cibles et les boucs-émissaires.

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Si la lutte pour les droits des femmes occupe un large terrain de combat et de revendications tout au long de l'année, le 8 mars reste un temps fort.

Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Eure appellent les femmes et les hommes, salarié·e·s, privé·e·s d'emploi, jeunes, retraité·e·s, à se mettre en grève et à se mobiliser samedi 8 mars 2025 pour protester contre l'inertie gouvernementale et patronale face à la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, contre les violences sexistes et sexuelles, et afin d'obtenir enfin des changements profonds.

Pour l'égalité salariale, du temps pour vivre, des salaires et une retraite décentes !

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel et malgré cela seulement des mesurette sont mises en place, dans la vie de tous les jours et dans le monde du travail.

La loi française de décembre 1972 sur l'égalité salariale et celles qui ont suivi ne sont pas respectées et n'ont toujours pas permis d'atteindre l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

- En France 62% des personnes payées au SMIC sont des femmes. L'écart moyen est toujours de 24% dans le secteur privé et de 14% dans la Fonction publique. Plus diplômées que les hommes, les femmes sont pourtant moins nombreuses sur les postes cadres (39% dans le privé, 43% A+ dans la FP).
- 70% des personnes précaires sont des femmes. 80% des temps partiels (en grande majorité imposés ou contraints) sont occupés par des femmes, soit 28,5% des femmes contre 11% des hommes. Les mères isolées au RSA sont confrontées à de multiples difficultés pour trouver un emploi (problèmes de garde d'enfants, de transports...). Les femmes sont majoritaires parmi les personnes expulsables et sont de plus en plus nombreuses à vivre dans la rue.
- La retraite des femmes est en moyenne inférieure de 40% à celles des hommes.
- Les femmes, assignées à leur rôle de mère, gèrent majoritairement les tâches domestiques et l'éducation et occupent 80% des emplois à temps partiel et 95% des congés parentaux. Le poids de la parentalité, incluant la double journée et la charge mentale, pénalise exclusivement la carrière des mères, accentuant encore les inégalités salariales. Le taux de formation pour les femmes diminue progressivement en fonction du nombre de naissances d'enfants.
- Les femmes sans-papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations.

**SAMEDI 8 MARS 2025, toutes et tous en grève et dans la rue !
RASSEMBLEMENT À PARTIR DE 10h30 PLACE MANDLE
À ÉVREUX AVEC PRISES DE PAROLE**

Du travail et des salaires décents !

L'injustice de la dévalorisation et des bas salaires perdure dans les métiers féminisés. Les femmes représentent 70% des bénéficiaires des banques alimentaires. Les femmes sont majoritaires parmi les 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté ! Exigeons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux et des retraites, la construction massive de logements sociaux.

Halte aux violences sexistes et sexuelles, Stop aux féminicides

Le procès de Mazan a bien confirmé que les violeurs sont majoritairement des hommes ordinaires.

En matière de Violences Sexistes et Sexuelles, 30% des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail et 70% de ces victimes de violences au travail n'en ont jamais parlé à leur employeur.

Dans leur vie, 89% des femmes auront à subir du harcèlement de rue, des dizaines de milliers chaque année à subir des viols ou des agressions sexuelles, des centaines à risquer la mort par violences conjugales. En France 94% des plaintes pour viols sont classées sans suite ; sans parler de toutes les violences pour lesquelles il n'y a pas de dépôts de plainte ...

Nous continuons à compter nos mortes. Réclamons des moyens pour lutter contre les violences, l'application des lois existantes, le vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, des enfants et des minorités de genre.

Éduquer à l'égalité, un enjeu majeur

L'orientation dans les études demeure toujours trop genrée. Le dernier rapport du Haut conseil à l'égalité note que le sexisme progresse chez les adolescents et les jeunes hommes. L'éducation non sexiste, la lutte contre les stéréotypes de genre dans les manuels scolaires, contre le cyberharcèlement doivent être enfin effectives. Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination s'exerçant dans notre société.

Nous revendiquons

- L'égalité salariale, la revalorisation salariale des métiers à prédominance féminine, la fin des temps partiels imposés ou contraints,
- L'abrogation de la contre-réforme des retraites Macron/Borne, l'abrogation des contre-réformes sur l'assurance-chômage qui obligerait les bénéficiaires à 15h à 20h hebdomadaires de travail forcé, gratuit et sans contrat,
- La vraie prise en compte de l'égalité dans l'éducation et la formation, afin de de lutter contre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge,
- L'égalité dans la prise en charge des tâches domestiques, le renforcement des services publics de la petite enfance et du grand âge, des services publics de qualité,
- Des moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre, avec une application stricte des lois existantes, et l'adoption d'une loi-cadre garantissant une protection effective.

« Notre corps nous appartient »

Le droit à l'avortement est menacé dans le monde. En France l'inscription de l'IVG dans la constitution ne doit pas masquer les obstacles pour y recourir en raison du manque de moyens du service public de la santé. Nous réclamons la réouverture des plus de 130 centres d'interruption volontaire de grossesse fermés.

Les femmes handicapées subissent toutes les violences et sont privées de leurs droits à l'autonomie, à l'éducation, à l'emploi, aux soins, et à la procréation. Elles veulent leur indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble de l'espace public et à tous les lieux et bâtiments.

Des services publics au service de nos besoins

L'idéologie libérale vise à casser et à privatiser les services publics : hôpital, école, EHPAD, logement, petite enfance. Ce sont les femmes qui compensent cette carence auprès des enfants, des plus âgés, des malades, au détriment de leur carrière, au détriment de leur autonomie financière, au détriment de leur santé.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Dans les pays les plus pauvres, seulement 2% des filles terminent l'enseignement secondaire. Nous affirmons notre entière solidarité avec les femmes qui sont emmurées, exécutées, qui font face à des bombardements massifs, au génocide, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes, avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits, qui sont confrontées aux conflits armés, aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques et colonialistes.

Luttons toutes et tous ensemble pour bâtir un monde libéré de toutes les oppressions et des violences patriarcales et racistes.